Stop aux destructions de maisons palestiniennes : l’UE doit intervenir auprès d’Israël !

30 juin 2021

Cette pétition adressée à Josep Borrell (Haut représentant de l’Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité)

SIGNEZ LA PÉTITION SUR CHANGE.ORG

Monsieur le Haut représentant,

Nous, citoyen.nes, personnalités, parlementaires et député·es européen.nes, ne comprenons pas le silence des Vingt-Sept sur le drame qui se joue actuellement en Israël-Palestine et notamment à Jérusalem. Comment le Conseil européen peut-il se taire, alors que les dirigeants israéliens se sont lancés dans une escalade qui, depuis près deux mois, menace toute la région et, au-delà, la paix en Méditerranée et en Europe ? Vous-même, dans une déclaration informelle, avez souligné la nécessité de revenir à la négociation dans la perspective d’une solution à deux États…

Dans l'escalade qui, des violences kahanistes et policières anti-Arabes à Jérusalem, a débouché sur une guerre dévastatrice à Gaza, les responsabilités des autorités israéliennes sont écrasantes. Un rapport officiel du chef de la police de Jérusalem, Kobi Shabtaï, qualifie le député Itamar Ben Gvir, chef de file des kahanistes alliés au Likoud, d'instigateur de la plupart des troubles, y compris dans les villes dites « mixtes ». Et le président du parti Meretz, Nitzan Horowitz, témoigne que l'agression contre Gaza a commencé au moment même où les forces hostiles à Benyamin Netanyahou venaient de se mettre d'accord sur un nouveau gouvernement.

Hélas, le cessez-le-feu intervenu le 20 mai n'a pas mis fin aux provocations israéliennes. La police s'est lancée dans la plus grande rafle anti-palestinienne de l'histoire d'Israël. Dans les quartiers de Sheikh Jarrah et Silwan, les colons tentent de mettre la main sur de nouvelles maisons palestiniennes, avec le feu vert de fait de la Cour suprême, qui a refusé de se prononcer sur le fond. Et pourtant aucune source fiable ne prouve que les maisons menacées aient appartenu avant 1948, comme le prétendent les colons, à des citoyens juifs de la Palestine mandataire. Quand bien même ce serait le cas, des milliers de maisons de Jérusalem-Ouest étaient la propriété de citoyens arabes de ladite Palestine. L'État d'Israël et sa Justice ont toujours refusé de les leur restituer. Est-il imaginable de pratiquer le « deux poids deux mesures » ?

Ces pratiques, parmi d'autres, expliquent pourquoi Human Rights Watch vient de qualifier la situation en Israël et en Palestine d'« apartheid ». Et pourquoi la Cour pénale internationale et le Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies ont décidé d'enquêter sur les crimes commis dans les Territoires occupés – et même, pour le second, en Israël.
Israël bafoue ouvertement le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité, violant ainsi l'accord d'association avec l'UE, dont l'article 2 stipule que « les relations entre les parties se fondent sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme qui inspirent leurs politiques internes et internationales et qui constituent un élément essentiel de l'accord ».

C'est pourquoi les soussignés appellent l'Union européenne à intervenir solennellement auprès des autorités israéliennes pour qu'elles mettent un terme à ces provocations. et a fortiori toute destruction, avec cette procédure odieuse obligeant les habitants à détruire eux-mêmes leur habitation ou à en acquitter la facture si, du fait de leur refus, les forces israéliennes s'en chargent !

À Jérusalem comme ailleurs en Israël et en Palestine occupée, le gouvernement israélien doit enfin respecter les droits humains et le droit international. À défaut, les soussignés exigeraient des sanctions contre Israël comme celles qui ont contribué à la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

SIGNEZ LA PÉTITION SUR CHANGE.ORG

Liste des 150 premiers signataires

Gilbert Achcar, professeur, SOAS, Université de Londres (Royaume-Uni)
Marie Helene Amiable , maire de Bagneux (France)
Chris Andrews, député (Irlande)
Jean-Christophe Attias, directeur d'études à l'EPHE (Université PSL) (France)
Manon Aubry, députée européenne (France)
Margrete Auken, députée européenne (Danemark)
Clémentine Autain, députée (France)
Isabelle Avran, journaliste (France)
René Backmann, journaliste à Mediapart (France)
Bertrand Badie, professeur émérite des Universités (Sciences Po Paris) (France)
Frank Barat, journaliste (France)
Esther Benbassa, sénatrice (France)
Hervé Bismuth, enseignant-chercheur (France)

Pierre Blanc, professeur de géopolitique (France)
Pascal Boniface, spécialiste en géopolitique (France)
Marc Botenga, député européen (Belgique)
Taha Bouhafs, journaliste (France)
Philippe Bouyssou, maire d'Ivry-sur-Seine (France)
Lynn Boylan, sénatrice (Irlande)
John Brady, député (Irlande)
Rony Brauman, médecin, essayiste (France)
Martin Browne, député (Irlande)
Pat Buckley, député (Irlande)
Marie-George Buffet, députée (France)
Matt Carthy, député (Irlande)
Jean-Paul Chagnollaud, Professeur émérite des universités (France)
Monique Chemillier-Gendreau, professeur émérite de droit public et de sciences politiques à l' université Paris-Diderot (France)
Sorca Clarke, députée (Irlande)
Laurence Cohen, sénatrice (France)
Rose Conway Walsh, députée (Irlande)
Éric Coquerel, député (France)
Réada Cronin, députée (Irlande)
Sean Crowe, député (Irlande)
David Cullinane, député (Irlande)
Clare Daly, députée européenne (Irlande)
Pierre Dharréville, député (France)
Pa Daly, députée (Irlande)
Alain Damasio, auteur (France)
Yves Daniel, député (France)
Sonia Dayan-Herzbrun, sociologue (France)
Laurence De Cock, historienne (France)
Alexis Deswaef, avocat au barreau de Bruxelles, vice-président de la FIDH (Belgique)
Pearse Doherty, député (Irlande)
Paul Donnelly, député (Irlande)
Niall Ó Donnghaile, sénateur (Irlande)
Frédérique Dumas, députée (France)
Dessie Ellis, député (Irlande)
Brian Eno, artiste (Royaume-Uni)
Andelina Escandell Grases, sénatrice (Espagne)
Nadia Essayan, députée (France)
Mairead Farrell, députée (Irlande)
Elsa Faucillon, députée (France)
Paolo Ferrero, ancien ministre (Italie)
Eléonore Forenza, ancienne députée européenne (Italie)
Bernard Frederick, rédacteur en chef de La Presse nouvelle magazine (France)
Kathleen Funchion, députée (Irlande)
Paul Gavan, sénateur (Irlande)
Fabien Gay, sénateur (France)
Giogios Georgiou, député européen (Chypre)
François Gèze, éditeur (France)
Jérôme Gleizes, conseiller de Paris (France)
Thomas Gould, député (Irlande)

Alain Gresh, directeur du journal en ligne Orient XXI (France),
Johnny Guirke, député (Irlande)
Jose Gusmao, député européen (Portugal)
Bertrand Heilbronn, président de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS)
Christiane Hessel (France)
Bernard Hourcade, directeur de recherche CNRS (France)
Jamal Ikazhan, député, chef du groupe PS au parlement de Bruxelles (Belgique)
Charles Janssens, membre honoraire de la Chambre des Représentants de Belgique (PS) et bourgmestre socialiste honoraire de Soumagne (arrondissement de Liège)
Hubert Julien-Laferrière, député (France)
Daniel Junqua, journaliste honoraire (France)
Aki Kaurismaki, réalisateur (Finlande)
Martin Kenny, député (Irlande)
Claire Kerrane, députée (Irlande)
Nuyazi Kiziyrek, député européen (Chypre)
Daniel Kupferstein, cinéaste (France)
Yves Aubin de La Messuziere, ancien ambassadeur de France (France)
Mathilde Larrère, historienne (France)
Stéphanie Latte Abdallah, chercheure CNRS/CERI-SciencesPo (France)
Pierre Laurent, vice-président du Sénat, sénateur de Paris (France)
Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers (France)
Jean-Paul Lecoq, député (France)
Olivier Le Cour Grandmaison, universitaire (France)
Jean-Claude Lefort, député honoraire, président d'honneur de l'AFPS (France)
Mike Leigh, réalisateur (Royaume-Uni)
Claude Léostic, présidente d'honneur de la Plateforme des ONG pour la Palestine (France)
François Leroux, président de la Plateforme des ONG pour la Palestine (France)
Patrick Le Hyaric, parlementaire européen (2009-2019), directeur de L'Humanité (France)
Ken Loach, réalisateur (Royaume-Uni)
Mary Lou McDonald, députée (Irlande)
Pádraig MacLochlainn, député (Irlande)
Chris MacManus, député européen (Irlande)
Gilles Manceron, historien (France)
Marisa Matias, députée européenne (Portugal)
Elli Medeiros, musicienne (Royaume-Uni/Uruguay)
Denise Mitchell, députée (Irlande)
Luisa Morgantini, ancienne vice-présidente du Parlement européen (Italie)
Imelda Munster, députée (Irlande)
Johnny Mythen, député (Irlande)
Sébastien Nadot, député (France)
Hervé Neau, maire de Rezé (France)
Danièle Obono, députée (France)
Maurice Quinlivan, député (Irlande)
Eoin O Broin, députée (Irlande)
Donnchadh Ó Laoghaire, député (Irlande)
Ruairí Ó Murchú, député (Irlande)
Philippe Naillet, député (France)
Louise O'Reilly, députée (Irlande)
Darren O Rourke, député (Irlande)
Aengus Ó Snodaigh, député (Irlande)

Dimitrios Papadimoulis, député européen (Chypre)
Cédric Parizot, anthropologue (France)
Stéphane Peu, député (France)
Nadine Picaudou, professeur retraitée de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. (France)
Pablo Pillaud-Vivien, responsable éditorial de Regards (France)
José Manuel Pineda, député européen, président de la délégation avec la Palestine (Espagne)
Raphael Porteilla, universitaire (France)
Thomas Portes, porte-parole de Génération.s (France)
Maurice Quinlivan, député (Irlande)
Richard Ramos, député (Fraance)
Bernard Ravenel, président d'honneur de l'AFPS (France),
Sira Rego, député européen (Espagne)
María Eugenia Rodríguez Palop, députée européenne (Espagne)
Patricia Ryan, députée (Irlande)
Abdel Sadi, maire de Bobigny, conseiller départemental du 93 (France)
Brian Stanley, député (Irlande)
Taoufiq Tahani, président d'honneur de l'AFPS (France)
Pierre Tartakovski, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme (France)
Aurélie Trouvé, porte-parole d'ATTAC (France)
Pauline Tully, députée (Irlande)
Cécile Untermaier, députée (France)
Manuel Urban Crespo, député européen (Espagne)
Ernest Urtasun, député européen (Espagne)
Marie-Christine Vergiat, ancienne députée européenne (France)
Thomas Vescovi, chercheur indépendant (France)
Michèle Victory, députée (France)
Dominique Vidal, journaliste et historien (France)
Idoia Villanueva Ruiz, députée européenne (Espagne)
Nikolaj Villumsen, député européen (Danemark)
Daniel Voguet, avocat (France)
Mick Wallace, député européen (Irtande)
Mark Ward, député (Irlande)
Fintan Warfield, sénateur (Irlande)
Roger Waters, musicien (Royaume-Uni)
Francis Wurtz, ex- parlementaire européen, président du groupe de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (France)
Violet Anne Wynne, députée (Irlande)

SIGNEZ LA PÉTITION SUR CHANGE.ORG

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Agir > Signer et partager >
- Adresse de cet article : https://stopcolonies.fr/Stop-aux-destructions-de-maisons-palestiniennes-l-UE-doit-intervenir-aupres-d